Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA Départemental du 18 Novembre 2026

« *Nous ne cessons de dénoncer ces dernières années le manque de moyens mis à disposition de notre académie, l'une des moins bien loties de France. Et même si l'on nous oppose quelques ouvertures de postes par-ci, par-là, le compte n'y est toujours pas et nous refusons de nous satisfaire de miettes.* » …

Vous n'aurez certainement pas reconnu ce passage cité en préambule, extrait de notre dernière déclaration liminaire lors du CSA DU 31/08/26, et qui n'avait entraîné aucune réaction de votre part, M. le DASEN.

Peut-être devrions-nous, nous aussi, nous mettre à brûler des poubelles, à craquer des fumigènes et à recouvrir les murs de graffitis revendicatifs pour être un peu plus pris au sérieux. Qu'en pensez-vous ? Peut-être que dans nos conseils d'administration, ou même dans les différentes instances comme celle-ci, il ne suffit plus de voter contre un projet de dotation famélique pour que notre mécontentement soit pris en compte…

La mobilisation lycéenne qui galvanise notre pays et qui gagne nos voisins européens depuis le mois de septembre, nous montre la voie à suivre et constitue un magnifique espoir pour croire encore aux lendemains qui chantent !

Entendons-nous bien, comme si nous étions sur un plateau de télé conservateur et petit bourgeois, la CGT Educ'Action condamne fermement tous les débordements et les violences à l'encontre des personnels et des forces de l'ordre. Mais elle condamne plus fermement encore la répression policière qui a sévi dès le début du mouvement, avec la ferme intention de mater la mobilisation en faisant des exemples. Nous voulons dire ici notre froide indignation devant les blessures infligées à des adolescents : éborgnements, mutilations, matraquages et gazages gratuits, garde-à-vues dans des conditions indignes et humiliantes… Une partie des forces de l'ordre s'est déshonorée par de tels agissements et ceux qui les minimisent, ou pire, les couvrent, sont tout autant coupables ! Cela nous laisse d'ailleurs entrevoir ce qu'il adviendra, si un état policier s'installe à la tête du pays en mai 2027 !

« *On manque nos leçons pour vous en donner une* », « *L'éducation n'est pas une dépense, mais un investissement* », « *Parcoursup nous trie, l'Etat nous détruit* » ou encore « *Il fait sombre au pays des Lumières* »… avouons que quelques slogans valent bien mieux que de longues déclarations !

Nos jeunes ont réussi en l'espace d'un mois à faire bouger le gouvernement, lui faire regarder la réalité en face et le forcer à reconnaître son incapacité à offrir un service public de qualité, afin de répondre à la promesse républicaine d'égalité. Car quoi ? Etudier dans des locaux adaptés, en nombre convenable, sans avoir froid l'hiver ou chaud l'été, avoir un professeur spécialiste de la discipline qu'il enseigne devant chaque classe, pouvoir choisir sereinement son orientation… sont-ce là des revendications farfelues ? Impensables ? Irraisonnables ? Inversons la focale et demandons-nous s'il est normal que des lycéens en France en soient réduits à les exiger…

La politique du canard sans tête menée par un ministère qui ne sait plus quoi promettre pour essayer de faire redescendre la pression ne dupera personne. Geffray le magicien qui fait sortir de son chapeau, 3000 TZR et 1000 contractuels à envoyer très vite et de partout (après avoir considérablement sabré dans les dépenses liées au remplacement l'an dernier), est d'un ridicule à toute épreuve, et en devient même maltraitant quand des collègues sont subitement envoyés à l'autre bout du territoire du jour au lendemain. Ce n'est pas non plus le Pacte qui permettra de répondre à la pénurie d'enseignants, car ce dispositif a, depuis, amplement démontré son échec avec des remplacements non concertés, la multiplication de cours dans certaines disciplines qui ne pallient pas des heures perdues dans d'autres, l'absence de continuité pédagogique, sans parler de son coût exorbitant ! Enfin le flou général sur les soi-disants changements apportés à Parcoursup en 2027 avant sa suppression en 2028 n'a absolument rien de rassurant à cette heure-ci ! M. le DASEN, en représentant du Ministère, vous avez, à plusieurs reprises rencontré des délégations de lycéens, mais à ce jour, rien de ce que vous avez pu leur dire ne les a ni rassurés, ni convaincus !

De notre côté, en vieux habitués d'effets d'annonces et de promesses non tenues, nous craignons (pour ne pas dire que nous savons par avance), que les mesures annoncées dans la panique pour financer l'encadrement des élèves en lycées, la rénovation du bâti, la baisse des effectifs par classe... se feront au détriment du collège qui a déjà payé, sur les moyens qui lui étaient alloués, le dédoublement des classes en primaire dans les réseaux d'éducation prioritaire au début du quinquennat Macron. Nous dénonçons ici la politique qui, sans investir de nouveaux moyens dans l'éducation, déshabille l'un pour donner (momentanément) à l'autre, avant de le plumer à son tour pour satisfaire le prochain. Il est scandaleux et immoral de jouer au bonneteau avec l'avenir de notre jeunesse !

La CGT Educ'Action condamne et refuse cette gestion mercantile et court-termiste de l'Ecole, qui n'est ni une start'up, ni une action boursière, mais un bien commun qu'il nous appartient à tous de défendre ! Nous exigeons un véritable investissement afin que les professeurs formés soient recrutés en nombre suffisant, ou, *a minima*, la garantie de moyens constants afin de bénéficier du creux démographique qui s'ouvre devant nous ; de meilleures conditions de travail pour accueillir décemment nos élèves sans avoir à pallier les défaillances d'un système à bout de souffle ; une revalorisation sans conditions de nos salaires pour compenser le gel du point d'indice depuis 2023 afin de faire face à une inflation toujours plus dure à surmonter. La journée de mobilisation d'hier et son large front syndical l'a encore montré : nos revendications rejoignent celles de notre jeunesse à côté de laquelle nous marchons et que nous sommes fiers d'accompagner dans son combat légitime !

Et s'il fallait un exemple qui prouve que la mobilisation paie sur le long terme, nous nous félicitons que, le 29 octobre dernier, en plein mouvement social, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture la proposition de loi visant à créer un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH. Certes, le Sénat ne s'est pas encore prononcé sur ce projet de loi et il l'a déjà retoquée en début d'année, mais cela constitue bien une avancée dans un combat que nous menons depuis longtemps pour que soit enfin reconnu et respecté le travail de 140 000 employé.es précaires dont l'Education Nationale ne peut plus se passer et qui demeurent insuffisants pour honorer la promesse de l'école inclusive. Quoi qu'il en soit, la CGT Educ'action continuera d'accompagner ces personnels dans la défense de leurs droits et se mobilisera pour que les autres travailleurs précaires de l'Education, comme les AED par exemple, puissent eux-aussi bénéficier d'un statut.

Concernant l'ordre du jour de ce CSA Bilan de rentrée, vous nous indiquez dans les documents préparatoires dont nous vous remercions une nouvelle fois pour la qualité et la précision, que les effectifs sont en baisse dans notre département et parfois même de façon plus importante que prévue. Mais cela ne signifie pas que cela soit homogéne sur tous le département ni que les conditions d'enseignement, largement corrélées aux effectifs par classe, s'améliorent pour autant. Ainsi si l'on prend le niveau collège, on constate que 6 collèges ont des classes de 6éme entre 29 et 30 élèves en moyenne, 9 collèges ont de tels effectifs en 5éme, 5 en quatrième et 7 en troisiéme. Certains collèges atteignent de tels seuils sur plusieurs niveaux comme le collège Vallée du Gapeau à Sollies Pont, le collège de Rocbaron, celui de Fayence, le collège Matisse à Saint Maximin, le collège de Borme et celui des Pins d'Alep à Toulon. Une mention toute particuliére également pour le collège de Roquebrune sur Argens qui a une moyenne supérieure à 30 sur le niveau 5éme ! Enfin un mot sur le collège de la Londe, qui outre sa moyenne à 30 élèves par classe en 3éme, continue d'avoir les personnels administratifs du service de gestion qui subissent une dégradation de leurs conditions de travail du fait des carences du Conseil Départemental . En effet avec 4 personnels du département absents sur la longue durée ce sont les personnels du service de gestion qui doivent palier ces absences en faisant l'accueil à la loge ou bien en assurant le service de cantine. Cette situation intolérable dure depuis plus d'un an et la CGT vous demande M. le Dasen d'y mettre un terme en demandant au Conseil Départemental du Var de mettre les moyens suffisants sur ce Collège .

En LGT certains établissements enregistrent en pré bac des écarts positifs très conséquents entre la prévision et le constat en cette rentrée comme le lycée Bonaparte + 32 élèves ou le Lycée St Exupéry +41 élèves. Nous espérons que comme vous avez pu le faire l'an dernier vous saurez prendre la mesure de ces situations lors de l'attribution des DGH en janvier et vous pourrez une nouvelle fois amender le mode de calcul des dotations au H/E structure que la CGT n'a cessé de contester depuis sa mise en place.

Pour ce qui concerne les Lycées Professionnels la CGT souhaite également vous signaler des établissements comme le LP la Coudouliére qui enregistre un écart positif de +17 élèves entre la prévision et le constat, et une nouvelle fois le lycée Saint Exupéry où là l'écart sur la SEP est de +25.

Enfin en ce qui concerne le 1er degré dans le Var la CGT continue de dénoncer la dotation négative de – 5 postes pour notre département, ainsi que les 18 fermetures de classes, ou encore l'absence de création de postes de remplaçants alors que selon nous il en manque 200 sur le Var. Non ce n'est décidément pas comme ça que nous sortirons des dernières places du classement des départements français en terme de moyens pour l'école ni bien évidemment que nous rattraperons notre retard par rapport à la moyenne.

Pour terminer nous voulions évoquer le fait que suite à la grande mobilisation du 5 novembre qui a rassemblé plus de 1,5 millions de manifestants, l'annonce cynique de « l'augmentation » de quelques euros du SMIC, n'a fait que jeter de l'huile sur le feu tant cet « effort » est méprisant ! Le gouvernement ne peut pas continuer à compter en milliards pour les grandes entreprises et en centimes pour celles et ceux qui travaillent ! Il est temps que le grand patronat et les ultra-riches passent à la caisse ! Quand les salaires sont trop bas dans le privé comme dans le public, c'est ensemble

qu’il faut se battre pour les augmenter ! La CGT appelle, dans l’unité syndicale, au niveau interprofessionnel et Fonction publique à amplifier et à généraliser la mobilisation d’hier, avec un objectif clair : faire converger les mobilisations du public et du privé pour gagner des augmentations générales de salaires et de pensions. La mobilisation doit se transformer en victoires concrètes sur les fiches de paie à tous les niveaux. Le gouvernement peut convoquer autant de conférences qu’il le souhaite, tant que les revendications des salarié·es, des jeunes et des retraité·es ne seront pas satisfaites, la mobilisation continuera et s’amplifiera.
Nous savons au regard de l’Histoire que c’est en se mobilisant lors des grandes périodes de crises que des avancées sociales sont possibles. Comme depuis son origine, notre syndicat prendra sa place dans le mouvement social, accompagnera et organisera la mobilisation de la jeunesse, des travailleuses, des travailleurs et des retraité.es pour, ensemble, défendre nos droits et en gagner de nouveaux !